

Zeitschrift: Le mouvement féministe : organe officiel des publications de l'Alliance nationale des sociétés féminines suisses

Herausgeber: Alliance nationale de sociétés féminines suisses

Band: 25 (1937)

Heft: 501

Artikel: L'instruction civique des jeunes filles

Autor: Gerhard, L.P.

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-262675>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 14.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le Mouvement Féministe

Parait tous les quinze jours le samedi

DIRECTION ET RÉDACTION

M^{lle} Emilie GOURD, 17, rue Töpffer

ADMINISTRATION

M^{lle} Marie NICOL, 14, rue Micheli-du-Crest

Compte de Chèques postaux 1.943

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs

Organe officiel

des publications de l'Alliance nationale
de Sociétés féminines suisses

ABONNEMENTS

SUISSE..... Fr. 5.—

ÉTRANGER..... 8.—

Le numéro..... 0.25

Les abonnements partent du 1^{er} janvier. À partir de juillet, il est
délivré des abonnements de 6 mois (3 fr.) valables pour la fin de
l'année en cours.

ANNONCES

La ligne ou son espace:

40 centimes

Réductions p. annonces répétées

Nous vivons à une époque
aventureuse. Avoir
peur du lendemain n'ai-
dera personne. L'avenir
est une aventure, mais
autant la vivre courageu-
sement puisqu'il faut
vivre.

Mrs. F. ROOSEVELT.

AVIS IMPORTANT

Nous prions tous nos abonnés, lec-
teurs, collaborateurs et correspon-
dants de bien vouloir prendre note que,
dès à présent et jusqu'à nouvel avis,
l'adresse de la Rédaction et de la Di-
rection du «Mouvement Féministe»,
de même que l'adresse privée de la ré-
dactrice, est de nouveau

Crêts de Pregny, Genève

tout envoi adressé à la rue Töpffer su-
bissant de ce fait un retard au moins
d'un courrier.

Les ménagères et le coût de la vie

I. Le point de vue des autorités fédérales¹

Pour se faire une opinion équitable et judi-
cieuse sur les causes du renchérissement de la vie,
il faut comprendre d'abord les relations entre la
production et la consommation. La communauté
familiale était autrefois productrice en même
temps que consommatrice. Aujourd'hui, elle n'est
presque plus que consommatrice. Les ménagères
ont donc des relations nouvelles avec les entre-
prises de production. Or, il s'agit de savoir par
quoi ces relations doivent être régies.

On déclare en principe, d'une part, que le pro-
ducteur, le paysan en particulier, doit toucher un
salaire équitable (base d'une économie nationale
saine) et l'on affirme d'autre part la nécessité
de mettre les denrées indispensables à des prix
abordables à la portée du consommateur. Mais il
est très difficile de fixer des prix équitables pour
les produits agricoles. Les récoltes varient avec
la qualité du sol, du climat, etc., etc., sans com-
pter que la plupart des exploitations agricoles sont
surchargées d'hypothèques dont les intérêts man-
gent une grande partie des bénéfices.

Avant la dévaluation, les prix et les salaires
étaient maintenus à un taux élevé de par la
hausse artificielle des prix des denrées importées,
hausse due à des droits de douane élevés. Ces
revenus servaient à créer des occasions de
travail. Il en est autrement aujourd'hui. La
Suisse occupe d'ailleurs une situation spéciale
sur le marché mondial: c'est un Etat créancier,
automatiquement poussé à une importation
forcée (charbon, huile, essence) lorsqu'il réclame
l'intérêt ou le remboursement de ses capitaux.

La Suisse a procédé à sa dévaluation au moment
où s'accroissait la hausse des prix mondiaux,
ce qui contribua à l'élévation des prix chez
nous. Il est donc difficile de maintenir bas
les prix de certaines denrées, notamment du blé.
Les consommateurs jouissant d'un pouvoir d'achat
élevé peuvent facilement parer au renchérissement
de la vie en achetant des marchandises
de qualité inférieure, tandis que les consom-
mateurs à revenus modestes ne peuvent plus
diminuer leur train de vie puisqu'avant la dé-
valuation, ils achetaient déjà les qualités meilleur
marché. Les produits de grande consommation
doivent être mis à la portée des bourses mo-
destes sous une forme et dans des quantités qui
n'entraînent pas de frais inutiles.

Il faut bien se rendre compte qu'il sera im-
possible à la longue d'empêcher la hausse de
toutes les denrées. Les autorités seront obligées
de borner leur intervention aux denrées de pre-
mière nécessité et encore aux qualités inférieures
de celles-ci. Les prix minimum doivent en tout
cas couvrir les frais de production, car l'établis-
sement de prix réduits entraînera une plus forte
consommation de la qualité inférieure, si bien
que les bénéfices réalisés sur les denrées de
qualité ne pourront plus couvrir les pertes occa-
sionnées par la vente des qualités inférieures.
(La suite en 2^e page.) M. K.

¹ Résumé de la conférence faite à l'Assemblée
de Saint-Gall de l'Association suisse pour le suf-
frage, par M. Just, membre de la Commission
fédérale d'étude des prix. Il nous a paru intéres-
sant de permettre ainsi à nos lectrices de com-
parer le point de vue officiel, qui domine dans
cet exposé, et celui des ménagères, si souvent
exprimé, et que l'on trouvera encore manifesté
plus loin. (Réd.)

Une bonne nouvelle

Les bonnes nouvelles sont rares pour les
féministes; aussi se réjouit-on doublement
d'un événement heureux; aussi enregistrons-
nous, avec une vive satisfaction la décision
prise, le 12 mai, par le Grand Conseil vau-
dois qui, conformément au préavis de la
majorité de sa Commission (six voix contre
trois) a refusé à l'unanimité moins 39 voix
(celles des députés socialistes et agrariens)
d'interdire aux institutrices mariées de tra-
vailler. Le vœu a été émis que les institutrices
dont le mari gagne largement la vie du mé-
nage renonceraient spontanément à leur gage-
pain.

Notre loi vaudoise sur l'enseignement pri-
maire date de 1930. A cette époque déjà, une
vive discussion était intervenue au sujet des
institutrices mariées, et la lutte avait été chaude.
Cette fois-ci, la question a été remise sur le
tapis par une observation de la Commission
de gestion de 1935. A son corps défendant, le
Conseil d'Etat a présenté une révision de la
loi de 1930. Il faut croire que les expé-
riences faites dès 1930 avec les institutrices
mariées ont été concluantes, puisque leur cause
a été chaleureusement défendue au Grand
Conseil, lequel a compris les graves inconvé-
nients moraux et sociaux que comporte l'obli-
gation du célibat pour les institutrices. Au
nom des Associations féminines, M^{me} de Mon-

tet (Vevey) et M^{lle} Fonjallaz, présidente de
la Fédération de Femmes du canton de Vaud,
en dépit de son mauvais état de santé, avaient
été reçues par la Commission à qui elles ex-
posèrent les inconvénients de toute nature de
la mesure proposée. Le Cartel des Associations
féminines vaudoises avait adressé à tous les
députés une lettre de protestation, signée par
huit Sociétés, et qu'a publiée un précédent nu-
méro du *Mouvement*. Cette lettre, mécani-
quement reproduite, aurait dû, paraît-il, être
adressée autographiquement au Président du
Grand Conseil, M. Gamboni, qui l'a considé-
rée comme anonyme, et s'est refusé à en don-
ner lecture!

Il convient d'ailleurs de ne pas se réjouir
autre mesure: il paraît que l'un des motifs
qui a engagé le Grand Conseil à voter contre
la révision est le fait que la loi ne visait que
les institutrices et faisait une exception pour
elles. La question, a-t-on dit, doit être reprise
dans son ensemble. Lisez: il faudra étudier le
statut de toute femme fonctionnaire... puis
de la femme mariée... pour arriver à interdire
le travail à toute femme mariée... Espérons
que d'ici là la prospérité sera revenue, rame-
nant nos législateurs à une plus saine appré-
ciation des choses et à un plus grand respect
du travail.

S. B.

Aidez-nous à faire connaître notre jour-
nal et à lui trouver des abonnés.

IN MEMORIAM

Mme Clara Guthrie d'Arcis

La mort a fauché, cette quinzaine, de façon
frappante dans nos rangs féministes. Et de toutes
celles qui sont parties, et dont nous avons à
cœur de saluer ici la mémoire, s'il en est une
dont il est difficile de réaliser qu'elle n'est plus
en vie, et cela malgré l'atroce agonie qui a duré
plus d'une année, c'est bien certainement M^{me}
d'Arcis.

Car elle était vivante avant toute chose. Vi-
vante, active, enthousiaste, qualités qu'elle de-
vait peut-être à son origine méridionale. Son en-
fance et sa jeunesse, en effet, quand elle les
évoquait devant vous, avaient le charme roman-
tique d'un paysage créole: n'était-elle pas née
à la Nouvelle-Orléans? sa grand-mère, qui l'avait
élevée, puisqu'elle perdit sa mère de bonne heure,
n'avait-elle pas été à la tête d'une grande plan-
tation, propriétaire d'esclaves avant la guerre de
libération, contemporaine et amie de ces pion-
nières du féminisme et de l'antialcoolisme aux
Etats-Unis que furent Susan Anthony et Frances
Willard? Et le même charme romantique évoqué
par ce cadre familial se dégageait aussi de sa



Cliché Mouvement Féministe
M^{me} Clara d'ARCIS

personnalité: brillante, souriante, courageuse, en-
traînante, elle avait toutes ces qualités, mais aussi
la ferme volonté d'aboutir, et la persévérance
sans laquelle on n'arrive à rien. Quand Clara
d'Arcis voulait une chose, elle la voulait bien, et
savait amener les autres à la vouloir avec elle:
ce de fois n'en avons-nous pas fait l'expé-
rience!...

Ces dons innés, comme son intelligence de
femme d'affaires et ses méthodes de travail et
de publicité — méthodes qui, de par leur inspi-
ration américaine, ébouriffaient souvent nos ter-
mes et prudentes habitudes suisses! — elle les
mit au service des causes qui lui tenaient à cœur:
la paix et le féminisme. Car, avec la tradition
grand-maternelle, avec le sentiment net de la
valeur de la personnalité féminine qui fait si rare-
ment défaut aux Américaines, avec aussi les ex-
périences de la période difficile de sa vie, quand
elle se trouva en Europe seule et sans ressource,
obligée de se débrouiller pour gagner son
pain et celui de ses enfants, il était impossible
qu'elle ne fût pas féministe. Elle fut, en effet,
membre de nos Associations féminines genevoises,
lorsque, fixée par son second mariage dans notre
ville, elle fut devenue, par ce même mariage, notre
compatriote; elle fut une abonnée fidèle de notre
journal; elle prit chaleureusement part, dans des
réunions mondaines comme dans des séances
d'affaires, en faveur de nos principes, et la thèse
du droit de la femme mariée à sa propre nation-
nalité trouva en elle un défenseur ardent. Mais
avant la cause de la femme se plaçaient primordia-
lement pour elle la cause de la paix.

Elle s'y attacha dès le début de la grande
guerre, qui coïncida, si nous ne faisons erreur,
avec son installation à Genève, et contribua d'a-
bord à fonder l'Union internationale de secours
aux enfants. Puis, dès 1915, et en dépit des
incompréhensions, des résistances, et même des
méfiances, elle fonda cette Union mondiale de
la Femme, qui fut l'œuvre chérie de sa vie et
envers laquelle elle fut toujours d'une générosité
sans bornes: lutter contre les causes morales
de la guerre, soit la peur, l'ignorance, l'avidité,
éveiller chez les femmes le sentiment de leurs
responsabilités personnelles, les encourager à
faire rayonner autour d'elles un esprit de tolé-
rance et de compréhension mutuelle, qui, en se
généralisant, pourra devenir une cause de paix...
elle ne dévia pas, durant vingt-deux années, de
ce programme, si tristement actuel aujourd'hui
encore.

Cette action morale et éducative de longue
durée, il devint nécessaire de la compléter dans
l'après-guerre par des activités d'ordre plus con-

L'instruction civique des jeunes filles

Aux questions posées sur ce sujet par M^{me}
Gassmann, présidente sortant de charge de l'As-
sociation cantonale zurichoise pour le suffrage,
questions qu'a publiées notre avant-dernier nu-
méro, M^{me} Gerhardt, l'active présidente du
Groupe suffragiste de Vevey, nous envoie les
réponses suivantes:

1. Les jeunes filles reçoivent-elles une instruc-
tion civique?

Les jeunes filles de l'Ecole secondaire de
Vevey ont reçu autrefois une instruction ci-
vique, mais cette branche, à la suite de change-
ments survenus dans le corps professoral, a
été tout à fait abandonnée.

Il y a un an, à la suite de l'Assemblée vau-
doise pour le Suffrage, une démarche fut
faite auprès du directeur du Collège pour que
cet enseignement fût repris, mais l'année scé-
laire étant en cours (avril 1936 à mars 1937)
il ne fut pas possible d'obtenir satisfaction
tout de suite.

2 et 3. Cet enseignement est-il donné spécia-
lement pour lui-même? ou bien fait-il partie de
de l'enseignement de l'histoire?

4. A quel âge les jeunes filles le reçoivent-
elles?

Cette année-ci (exercice 1937-1938), le pro-
fesseur d'histoire vient d'annoncer aux élèves
de 1^{re} classe (15 à 16 ans) que son cours se
terminerait par l'exposé des organismes gou-
vernementaux de la Suisse.

cret, et c'est pourquoi l'Union Mondiale et sa
présidente-fondatrice se joignent à tous les
grands mouvements de pacification des esprits, de
coopération internationale, de lutte contre la
guerre, qui ont gravité autour de la Société des
Nations. Et de toutes celles de ces activités
auxquelles elle participa, ce fut au Comité de
Désarmement des organisations féminines inter-
nationales que M^{me} d'Arcis apporta le meilleur
de son effort. Acceptant loyalement la collabo-
ration, elle qui avait l'âme d'un chef, elle fut
pour cette œuvre de coopération féminine inter-
nationale, une amie toujours fidèle, toujours sûre
— et combien active! Car la tâche de trésorière
de ce Comité qu'elle accepta ne fut pas une
sinécure, certes, mais lui permit de donner essor
à ses capacités imaginatives, à son talent pour
capter l'attention, à son goût d'organisatrice,
en même temps qu'elle offrait un champ plus
vaste à son travail pour la paix. C'est dans
l'intérêt de ce Comité qu'elle conçut ce plan ingé-
nieux et hardi à la fois de démontrer à la grande
industrie que la paix «rend» plus que la guerre,
ceci en dépit de tous les fallacieux arguments
qui présentent le réarmement comme moyen de
lutte contre le chômage; et utilisant pour ce but
ses nombreuses relations de femme d'affaires,
elle partit pour les Etats-Unis... Hélas! c'est
au cours de ce voyage qu'une terrible opération,
par laquelle on crut arrêter net la maladie cruelle
qui l'avait attaquée, la mit à deux doigts de la
mort. Elle parut se remettre, revint en Europe,
se crut guérie, agonisa plus d'une année, ne per-
dant jamais l'espoir, malgré la souffrance... Et
l'autre semaine, elle s'est paisiblement endormie.

Si comme féministes, si comme pacifistes, nous
lui devons beaucoup, n'oublions pas non plus,
comme femmes suisses, ce qu'elle fit pour notre
pays, et que l'on connaît moins chez nous: son
action en 1917, lorsque le blocus américain mena-
çait sérieusement notre ravitaillement en blé,
pour faire comprendre outre-Atlantique la vé-
ritable signification de notre neutralité; puis sa
campagne de 1930 aux Etats-Unis, dont le ré-
sultat fut l'abaissement de 25 % des droits de
douane sur l'entrée de nos produits horlogers,
et par conséquent une aide sérieuse à une de nos
industries. Ces capacités de *business-woman*, en-
core si rares chez les femmes de notre pays, et
très grandes chez elle, ont certainement contribué
à faire d'elle une physionomie à part dans nos
milieux féministes. Mais sans doute, le souvenir
que beaucoup conserveront surtout d'elle sera
celui de sa vaillance, de son énergie, de sa géné-
rosité, et de cet amour de la paix qui marqua
de sa spiritualité sa vie tout entière.

Mme Frank Grandjean

Par une frappante coïncidence, le même soir, presque à la même heure, mourait de la même cruelle maladie que Mme d'Arcis, une autre de nos féministes genevoises, connue surtout, elle, dans les milieux pédagogiques : Mme Frank Grandjean.

Ce n'est pas cependant dès sa prime jeunesse que celle-ci était venue à l'enseignement, et elle attendit qu'une véritable vocation intérieure, se développant peu à peu, la poussât de ce côté. Mais alors elle s'y consacra pleinement, gagnant l'affection de ses élèves, l'amitié de ses collègues, sachant encourager les uns et collaborer loyalement avec les autres. Sa spécialité, c'était l'enseignement du français, de la littérature plus tard (ses cours de ces romanciers contemporains furent très goûtés), et son nom est bien connu dans tous les milieux pédagogiques, du fait de la grammaire française qu'elle composa, de concert avec Mlle Emilie Lasserre, s'inspirant de méthodes nouvelles qui ont fait adopter cet ouvrage dans les écoles, tant officielles que privées, du canton de Genève.

Mais l'enseignement ne devait pas absorber toute l'existence active, très active, de celle que nous regrettons. Elle était, en effet, curieuse des manifestations de la vie dans bien d'autres domaines encore : domaine intellectuel, domaine artistique, domaine pratique, et cet amour de la vie, sous tant de formes diverses, lui fit remplir d'autres tâches encore. Pour son mari d'abord, professeur de philosophie au Collège et à l'Université de Genève, qui, enlevé très tôt, exerça certainement une grande influence sur son développement intellectuel, et dont elle suivit les travaux avec vif intérêt; pour ses collègues de l'enseignement privé ensuite : elle présida, en effet, pendant plusieurs années, avec beaucoup de dévouement et de régularité, la Société de l'Enseignement libre, et fournit un très gros travail précis et intelligent pour en reviser les statuts et mettre sur pied une assurance-maladie viable, chose si nécessaire à tant de professeurs, hommes et femmes, qui, courant le cachet, gagnent tout juste leur nécessaire, et considèrent avec angoisse les possibilités d'une maladie qui les mettrait sur la paille. C'est pour le compte de cette même Société d'entraide qu'elle eut, avec quelques collègues, l'idée de lancer cette enquête sur les gains et traitements touchés par les professeurs de l'enseignement privé, qui aboutit à la constitution d'une sorte de syndicat professionnel.

Et enfin, elle s'intéressa activement aussi à notre féminisme genevois, adhéra à nos Associations, suivit leurs séances tant que sa santé le lui permit, et fut une fidèle abonnée de notre *Mouvement*, auquel elle donna même, il y a bien des années, quelques articles de critique littéraire. Et la valeur de ses convictions, elle la montra sans hésiter lorsque, au moment des premières élections féminines aux tribunaux de prud'hommes, nous fîmes appel à elle comme candidate dans le groupe des maîtresses de maison. Éluë avec une très forte majorité, elle remplit très vite

des fonctions importantes dans ces tribunaux, faisant apprécier par ses collègues son bon sens et son intuition psychologique, et beaucoup d'entre nous se rappellent certainement la causeuse attachante qu'elle fit à un de nos thés suffragistes sur ses expériences de prud'femme — expériences qu'elle confessait modestement avoir été surtout avantageuses pour elle en lui donnant mieux la pratique de ses semblables, et en lui faisant mieux comprendre la vie. Et jusqu'à la fin, elle a conservé cet intérêt actif pour notre cause, pour d'autres préoccupations que celles de sa santé et de ses souffrances : peu de jours avant sa mort, elle se faisait encore raconter la séance de Comité du *Mouvement*, alors que sur sa table se trouvait un numéro de notre journal avec le portrait de Mlle Dutoit...

Mlle Augusta Martin

Et voici que, pour continuer la série noire de cette quinzaine, nous apprenons le décès survenu à Château-d'Oex de Mlle Augusta Martin, qui a joué un rôle important, aussi bien au Pays d'En Haut que dans les organisations féminines.

Fonctionnaire pendant de longues années, Mlle Martin employa tous ses loisirs à ces activités désintéressées : Union chrétienne de jeunes filles, Croix-Blanche, Femmes abstinences, — et surtout à l'Union des Femmes de Château-d'Oex, qu'elle contribua à fonder et dont elle fut secrétaire, puis présidente, lui vouant le meilleur de son temps, lui insufflant son entrain, surmontant avec courage et savoir-faire les difficultés inévitablement rencontrées. Elle participa aussi à la création du *Bulletin féminin*, organe des Unions de Femmes vaudoises, — ce qui ne l'empêcha pas, ne voyant, avec raison et bon sens, aucun antagonisme entre ces deux publications, de s'intéresser directement à notre *Mouvement*, quand il vint au monde, il y a un quart de siècle : son nom figure, en effet, sur la liste de ceux et de celles qui, ayant foi dans les destinées de notre journal, lui constituèrent un petit capital de garantie qui lui permit de partir allègrement à la conquête de la vie.

C'est que Mlle Augusta Martin ne comprenait pas uniquement la valeur des œuvres sociales, mais qu'elle était aussi une suffragiste vibrante et agissante. Tous les souvenirs que nous avons d'elle le prouvent : appui au *Mouvement*, appui dans des actions de propagande, et appui qui nous reste comme un souvenir précieux donné à l'Association suisse pour le suffrage, lorsqu'il y a la première fois, en 1919, nous avons institué un Cours de vacances suffragiste, et choisi le Pays d'En Haut comme cadre de cette expérience. Ce que fut pour nous, débutantes et novices dans pareille organisation, Mlle Martin, et derrière elle l'Union des Femmes de Château-d'Oex, il faudrait que notre chère Lucy Dutoit fût encore ici pour le rappeler : démarches auprès des autorités, auprès des hôtels et pensions, organisations de conférences suffragistes à Château-d'Oex et dans les villages environnants, propagande dans toute la région, réception charmante et cordiale de l'Union des Femmes à ces visiteu-

ses étrangères... Si ces Cours de vacances, dont le succès était maintenant une tradition, ont derrière eux une si belle carrière de dix-huit années, n'est-ce pas parce que Mlle Martin fut la bonne fée du premier d'entre eux, et lui porta bonheur ?

Mme L. Hautesource

Cette dernière, atteinte elle aussi durant cette dernière quinzaine noire par l'impitoyable faucheuse, n'appartenait pas à proprement parler aux rangs de nos féministes militantes, et ne s'était pas toujours déclarée d'accord avec tous nos principes. Mais sa belle œuvre de pédagogie et de romancière, sa collaboration à l'activité de quelques-unes de nos Sociétés féminines, le Lycéum-Club notamment, son intérêt, fait peut-être surtout de curiosité intellectuelle, pour notre mouvement, lui assurèrent une place dans le nécrologe si tristement long de ce numéro de notre journal. Nous ne pouvons pas oublier en tout cas qu'en 1917, lors d'un grand meeting convoqué par l'Association pour le Suffrage en faveur du projet de loi de M. Guillermin, reconnaissant aux femmes le droit de vote municipal, Mme Hautesource prononça un excellent discours féministe, d'une belle tenue, qui fut, sauf erreur, publié plus tard en brochure, et auquel elle reconnaissait plaisamment la vertu d'avoir eu surtout pour résultat de la convaincre elle-même !

Instituite à l'école primaire des Crotettes (Genève), Mme Hautesource (qui s'appelait en réalité Mlle Tissot-Cerutti) fournit une belle et féconde carrière d'éducatrice. Ecrivain, et sous ce nom de plume qui l'a fait surtout connaître, elle rédigea pendant bien des années le petit journal, *l'Ecolier genevois*, une revue intitulée *Mon chez moi*, qu'elle avait fondée, et collabora à plusieurs journaux et revues. Romancière, elle écrivit plusieurs ouvrages historiques qui furent remarqués, et qui tous évoquent le cadre de la Genève d'autrefois, tels *Nicolas Vandel*, *Un écolier au XVI^e siècle*, puis dans un autre ordre d'idées, le dernier dû à sa plume : *Françoise entre dans la carrière*, qui opposait de façon amusante deux méthodes totalement différentes en matière d'éducation, et qui, s'inspirant des expériences de l'auteur, évoquait en des tableaux animés pris sur le vif les débuts d'une jeune maîtresse d'école genevoise.

Et maintenant, devant toutes ces tombes, devant ces cendres et ces tristesses, comment n'aurions-nous pas l'impression, nous féministes, que notre route traverse un cimetière... Nous continuons cependant sur cette même route notre marche en avant, qui ne peut, ni ne doit s'arrêter, mais en disant aux familles de celles que nous regrettons, comme à leurs organisations maintenant orphelines, toute notre reconnaissance pour l'effort apporté par elles, sous quelle forme qu'il fut, à la réalisation de notre idéal commun, comme l'assurance de notre souvenir.

E. Gd.

lors de la récente assemblée de l'Association pour le Suffrage à St-Gall. La *Frauenzentrale* de Zurich, de son côté, réunissant le 3 mars dernier un millier de femmes sous les auspices de 35 associations féminines, a exposé un programme de travail pour lutter contre la hausse des prix : examen approfondi de la question, organisation des consommatrices conscientes du péril, vote d'une résolution à présenter au Conseil Fédéral, etc.

Stimulées par cet exemple courageux, les Genevoises se sont réunies en un groupement comprenant 8 associations féminines de tendances très différentes ; deux sous-commissions ont été chargées d'examiner les questions du pain, du lait, et de leur prix. Ce groupement, en vue de faire connaître au public le résultat de ces études, a alors réuni, le 10 mai, à la Salle Centrale, une assemblée de toutes les femmes que le problème intéressait.

Devant une salle comble, le Dr. René Girod a ouvert la réunion en exposant le but du groupement : engager les femmes à s'organiser pour obtenir une baisse des prix du pain et du lait. En examinant la question du renchérissement des denrées, le groupement s'est immédiatement rendu compte qu'elle était des plus complexes et qu'il fallait en premier lieu chercher une solution pratique limitée aux denrées de première nécessité, c'est-à-dire, au pain et au lait, — « symboles de notre alimentation », selon l'expression de Mlle Girod — sur lesquels une hausse de prix aurait un effet d'autant plus déplorable, que leur valeur nutritive est complète, comme elle le démontra, forte de son expérience médicale.

Puis les deux rapporteurs ont successivement pris la parole : Mme Anny Seiler, présidente du Groupe genevois des Femmes socialistes a exposé fort clairement les résultats des études de la sous-Commission du pain, et Mlle Brenner, de l'Association genevoise pour le Suffrage féminin, ceux de la sous-Commission du lait.

Il faut trouver les causes du renchérissement du pain dans la hausse des prix du blé sur le marché mondial, que l'on paie non plus 12 ou 15 francs, mais 25 fr. le quintal, et dont nous n'importons pas moins de 400.000 tonnes par an. Entrent encore en jeu les questions de contingents et de subventions fédérales. Lors de la dévaluation et pour répondre à la plus grande objection du public, le Conseil Fédéral a créé le « pain fédéral ». Le blutage partiel de la farine et le nombre escompté des fidèles au pain blanc rendaient possible la vente de ce pain au prix antérieur à la dévaluation. Aussi, grande fut la déception des boulangers lorsque le 80 % de la population se mit à manger du pain complet... et grande aussi celle des consommateurs obéissants qui virent le prix du pain fédéral monter quand même !

Comme on n'a pas créé de « lait fédéral » et que les fourrages venant de l'étranger sont plus chers, le prix du lait est aussi monté, en raison des dettes hypothécaires aux lourds intérêts qui grèvent les budgets agricoles. Ces prix d'ailleurs pourraient être moindres si le consommateur payait son lait à temps (au comptant, ou même anticipativement) ; un système de jetons que l'on achète à la laiterie et que l'on échange ensuite jour par jour, contre le lait, est à envisager ; de même pour le pain. Il serait opportun, d'autre part, que ceux qui vont chercher leur pain et leur lait au magasin, bénéficient d'un prix légèrement inférieur. Le public devrait aussi s'habituer à consommer plus régulièrement du lait, non plus en hiver seulement, mais toute l'année, de manière que les fluctuations de la demande ne contrarient plus celles de l'offre. Enfin, Londres nous donne un exemple de traitement hygiénique et de distribution rationnelle du lait dont nous ferions bien de nous inspirer.

Le Dr. Girod a repris alors la parole pour conclure par la lecture de la résolution qui a paru dans le précédent numéro du *Mouvement*. En en commentant le quatrième alinéa, Mlle Girod a fait remarquer que, dans ces questions d'ordre économique, les femmes ne sont pas consultées, et qu'elles devraient l'être puisqu'elles régissent les trois quarts de la consommation mondiale.

Après une discussion vive et très fournie, l'Assemblée a voté la résolution à l'unanimité moins une voix, prouvant ainsi un intérêt actif au problème de l'heure. M.-G. C.

Les femmes égyptiennes et la conférence de Montreux

Il est probable que la majorité de nos lectrices n'ont guère prêté attention à la Conférence internationale tenue sur notre sol suisse pour l'abolition des capitulations en Egypte — ce régime d'exception qui soustrait les étrangers de douze nationalités aux lois du pays où ils résident créant ainsi des privilèges et des abus forcément préjudiciables au développement et à l'évolution du peuple égyptien. Cependant, celles d'entre nous, qui ont suivi les Congrès féministes internationaux n'ont pas oublié les interventions des déléguées égyptiennes.

5. Cet enseignement est-il réglé par une loi ?

Non. La demande de la présidente du Groupe suffragiste a été transmise à la Conférence des maîtres qui l'a acceptée, mais c'est uniquement grâce à la bonne volonté du directeur et du professeur d'histoire que cet enseignement civique a été obtenu.

6. Le programme est-il fixé d'avance ?

Pas de précision à ce sujet. Il y a lieu de supposer que le programme est laissé à la compétence du professeur d'histoire.

7 et 8. Les femmes ont-elles une influence sur l'organisation de cet enseignement ? Est-il donné par des instituteurs ou par institutrices ?

C'est donc à la suite d'une démarche de la présidente du groupe suffragiste qu'il a été rétabli. Le professeur d'histoire est un homme... pour le moment ! car l'état d'économies forcées dans lequel Vevey vit actuellement amène la suppression de plusieurs postes de professeurs des deux sexes, et l'on supprime plutôt les postes masculins, puisqu'ils coûtent plus cher !

L. P. GERHARD.

Remerciant vivement Mme Gerhard pour ses intéressantes communications, nous engageons nos correspondantes, présidentes ou membres de Sociétés suffragistes, à bien vouloir suivre son excellent exemple : d'abord, en répondant au questionnaire, en ce qui concerne leur ville ou leur canton, et ensuite en faisant les démarches nécessaires pour le rétablissement ou l'introduction d'un enseignement civique dans les écoles secondaires de jeunes filles. Le résultat obtenu à Vevey montre clairement ce que l'on peut obtenir avec un peu d'initiative. Et les constatations sur la suppression des postes masculins de préférence aux postes féminins, parce que plus coûteux, ne sont pas un des moindres enseignements à tirer de cette réponse !

Les ménagères et le coût de la vie

(Suite de la 1^{re} page.)

Ces mesures de compensation ne pourront d'ailleurs maintenir les prix bas pour un nombre restreint de denrées. Il est donc compréhensible que la Confédération doive accorder en outre des subsides pour le maintien des prix bas, puisque le relâchement du contingentement d'importation et la réduction des droits d'entrée se révéleraient insuffisants à maintenir le prix de la vie au même niveau qu'avant la dévaluation. On trouverait-telle les fonds nécessaires à ces opérations économiques ? Par des impôts ou par des recettes douanières, mais en tout cas pas par un nouvel endettement ou emprunt, ces mesures ne faisant que tourner la difficulté et charger les générations futures du lourd fardeau des intérêts et du remboursement des capitaux. C'est même l'endettement démesuré de l'Etat et des particuliers qui conduisit M. Schulthess, ancien conseiller fédéral, à recommander la dévaluation du franc suisse. Il faut remarquer qu'une dévaluation devant servir à la réduction des dettes impose au marché intérieur des prix ascendants, tandis que le Conseil fédéral a procédé à la dévaluation du 26 septembre dans le but de réduire le prix de la vie en Suisse afin de faciliter l'exportation et le séjour des étrangers dans notre pays.

Cet intéressant exposé fut suivi par une discussion non moins intéressante. Elle porta particulièrement sur le problème des intermédiaires et sur celui des méthodes commerciales, ce qui était reprendre la question sous un autre angle tout aussi important. En effet, la ménagère a de plus en plus rarement des rapports directs avec le producteur, obligée qu'elle est trop souvent de passer par des intermédiaires, souvent plus dispendieux qu'indispensables. Il y a, a-t-on dit, une trop grande marge entre les prix payés au producteur et ceux payés par le consommateur. De trop grosses sommes passent à entretenir des bureaux luxueux, à payer des traitements trop élevés. Le consommateur accepte les renchéris-

sements motivés, mais sa confiance a été fortement ébranlée par la nouvelle de l'emploi abusif fait des fonds fédéraux par les Fédérations laitières.

Et pourquoi l'augmentation se fait-elle toujours par bonds de cinq et dix centimes ? Pourquoi ne pas adopter la monnaie de cuivre comme en Allemagne, pour toutes les denrées courantes ? ce qui rendrait service à tous ceux qui doivent compter les centimes. Des enquêtes prouvent que beaucoup de ménages d'ouvriers, de familles nombreuses sont obligés de dépenser la totalité de leurs ressources pour l'achat des aliments indispensables. Et tandis que les prix du pain, du lait, du fromage montent, on n'ose toujours pas augmenter l'impôt sur la bière !

Il fut insisté encore sur l'urgence nécessaire pour les ménagères en particulier et pour toutes les femmes en général d'étudier et de connaître les différents problèmes de notre économie politique, de lutter contre la spéculation et de réclamer sans se lasser le droit de collaborer aux mesures propres à diminuer le coût de la vie.

M. K.

II. Une réunion de ménagères et de maîtresses de maison

« Le franc reste le franc », mot devenu presque historique ; mais, semble-t-il, de moins en moins vrai. En effet, si, après la dévaluation, le Conseil Fédéral a réussi à empêcher une hausse de prix imminente, ce tour de force n'a pas duré longtemps, et l'inévitable renchérissement des denrées a diminué le pouvoir d'achat des consommateurs de telle façon que le franc se trouve actuellement plus petit que le franc ! Responsables du bon équilibre du budget familial, les consommatrices voient avec anxiété les prix des aliments les plus courants, des vêtements, etc. augmenter sans cesse. Elles voient en effet de jour en jour, diminuer leur pouvoir d'achat, comme le montrait fort bien un article documenté du *Mouvement* du 20 mars.

Et l'on conçoit que, parmi les questions brûlantes, celle du renchérissement des prix ait été vivement débattue comme on vient de le voir,